



**CONVENTION COMMUNALE DE
COORDINATION DE LA POLICEMUNICIPALE ET
DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT**

COMMUNE DE VALS-LES-BAINS



(Annexe 1 prévue pour l'application de [l'article R. 512-5](#))

Entre le Préfet de l'Ardèche et le maire de Vals-les-Bains pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de la police municipale et de leurs équipements (le cas échéant), après avis du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Privas, il est convenu ce qui suit :

La police municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de [l'article L. 512-4](#) du code de la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont la police nationale dans les communes placées sous le régime de la police. Le responsable des forces de sécurité de l'État territorialement compétent est le chef de la circonscription de police nationale d'Aubenas.

Article 1^{er}

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'État compétentes, avec le concours de la commune signataire, le cas échéant dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

1^o Sécurité routière ;

2^o Prévention de la violence dans les transports ;

3^o Lutte contre la toxicomanie ;

4^o Prévention des violences scolaires ;

5^o Protection des centres commerciaux ;

6^o Lutte contre les pollutions et nuisances.

TITRE 1^{er} : COORDINATION DES SERVICES
Chapitre 1^{er} : Nature et lieux des interventions

Article 2

La police municipale assure la garde statique des bâtiments communaux.

Article 3

I.-La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires suivants, en particulier

lors des entrées et sorties des élèves : de l'école élémentaire publique, de l'école maternelle publique, du collège public Georges Gouy et de l'école privée Saint Martin.

II.-La police municipale assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire.

Article 4

La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- Les marchés nocturnes du mardi et du jeudi soir durant la saison estivale à savoir juillet et août.
 - ✓ Le marché nocturne du mardi se déroule dans le parc municipal de 16h (installation des forains) à 23h environ ;
 - ✓ Le marché nocturne du jeudi se déroule dans le quartier thermal (parc municipal / avenue Paul Ribeyre) de 17h à 00h environ.
- Le marché dominical se déroule de 6h à 13h (14h en période estivale), dans la rue Jean Jaurés et Place Galimard.

Ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune.

Article 5

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée **les lors** des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

Article 7

La police municipale informe au préalable les forces de sécurité de l'État des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Article 8

Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance sur le territoire de la commune de Vals-les-Bains.

La police municipale est présente du lundi au vendredi (8h-12h et 13h-17h), exceptionnellement sur manifestations le week-end, jours fériés et nuit.

Les horaires peuvent être modulés en fonction de réquisitions étatiques ou urgentes.

Article 9

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II : Modalités de la coordination

Article 10

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention.

L'ordre du jour de ces réunions est adressé au procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire. Lors de ces réunions, il sera systématiquement fait un état des résultats enregistrés en matière de sécurité routière et de délinquance générale.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- En mairie de Vals-les-Bains
- Une fois par mois

Article 11

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'État et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'État du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

À la signature de la présente convention, le nombre d'agents de police municipale est de deux, aux grades suivants :

- Brigadier-chef-principal
- Gardien-brigadier

Pour l'exécution de leurs missions, les agents de la police municipale sont dotés de l'armement suivant :

- Brigadier-chef-principal : arme de catégorie B pistolet semi-automatique de marque glock 9x9 ;
- Gardien-brigadier : l'agent sera armé au cours de l'année 2026, après la validation de la formation police municipale, ainsi que la formation armement (initiale).

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 12

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

Article 13

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L.233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. À cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

TITRE II : COOPERATION OPERATIONNELLE RENFORCÉE

Article 15

Le préfet de l'Ardèche et le maire de Vals les Bains conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale de Vals les Bains et les forces de sécurité de l'État.

Article 16

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

- 1) Du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition par téléphone,
- 2) De l'information quotidienne et réciproque, par mail ou téléphoniquement.

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles ;

3) De la communication opérationnelle, par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur le réseau Acropol afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique sécurisé (internet...). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation ;

4) De la vidéoprotection. Le centre de supervision urbaine (CSU) est géré par la police municipale habilitée et formée, et dont le nom des agents apparaît sur l'arrêté préfectoral.

Sur réquisition judiciaire écrite, tout officier de police judiciaire ou magistrat peut obtenir lecture et copie des images.

Après chaque extraction, un procès-verbal de remise d'images est transmis à l'officier de police judiciaire. ;

5) De la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise ;

6) De la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle s'inscrivant dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile ;

7) De la prévention, par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité

8) Pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs par la mise en place des opérations tranquillité vacances ;

9) De l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre ;

10) Sans préjudice de l'obligation de rendre compte au Maire maire, les agents de la police municipale doivent rendre compte immédiatement à tout officier judiciaire des forces de sécurité de l'État territorialement compétent de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance.

11) Ils ne peuvent déroger à ce principe général et constater les infractions pénales par procès-verbal que lorsqu'une disposition législative ou réglementaire l'a expressément prévu, notamment ils peuvent verbaliser les contraventions aux arrêtés de police du Maire, les contraventions du Code de la route (liste fixée par décret du Conseil d'État), les infractions au Code de l'environnement, à la police de la conservation du domaine public routier, en matière de lutte contre les nuisances sonores et les chiens dangereux.

12) Les agents de police municipale adressent sans délai leurs rapports et procès-verbaux simultanément au Maire et, par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire, au procureur de la République. S'ils ne préviennent pas sans délai l'officier de police judiciaire, dès qu'ils ont appréhendé un délinquant, leur responsabilité pénale peut être engagée.

13) Dès lors qu'ils ont remis à la police nationale les délinquants interpellés en état de flagrance, les agents de police municipale ne sont plus compétents. Il revient alors au service de la police nationale de décider des suites à donner et de conduire les enquêtes diligentées par le Parquet.

14) Conformément à l'article 73 du Code de procédure pénale, les agents de police municipale ayant appréhendé l'auteur d'un crime ou d'un délit flagrant en rendent compte immédiatement à l'officier de police judiciaire territorialement compétent. Sur son avis, les agents de police municipale conduisent directement l'auteur du crime ou délit dans les locaux du commissariat de police, pour le placer sous l'autorité de l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

15) Cette mise à disposition devant l'OPJ doit se faire dans les meilleurs délais et effectué dans un véhicule sérigraphié conformément à la législation en vigueur (article 73 du cpp CPP), dans l'hypothèse que le mis en cause soit considéré comme dangereux pour autrui ou pour lui-même, soit comme susceptible de tenter de prendre la fuite. La police municipale peut employer les mesures de coercition (menottes ou entraves) comme le prévoit l'article 803 du Code de procédure pénale.

16) Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'office de police judiciaire territorialement compétent. Les agents de police municipale ayant réalisé l'interpellation se tiennent à disposition de l'OPJ pour une audition éventuelle.

Article 17

17) La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations suivantes : instruction tir fait par un Moniteur en maniement des Armes au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'Intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). Après avoir complété sa formation initiale et son armement, le nouvel agent de police municipale sera également régi par les mêmes consignes annuelles.

18) Une entente, dont la nature et les modalités seront définies d'un commun accord, sera créée entre les différentes forces de l'État pour harmoniser l'entraînement aux gestes techniques d'intervention (GTPI) entre la police municipale et nationale, encadrée par un formateur GTPI basé à Aubenas, dans le but d'augmenter la sécurité des agents et l'efficacité des interventions en collaboration.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et monsieur le maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au préfet et au maire. Copie en est transmise au procureur de la République.

Article 19

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou, à défaut de réunion de celui-ci et si la convention ne comprend pas de dispositions relevant du titre II (Coopération opérationnelle renforcée), lors d'une rencontre entre le préfet et le maire. Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

Article 20

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 21

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire de Vals-les-Bains et le préfet de l'Ardèche conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des maires de France.

Fait à [ville], le [date]

Monsieur le Maire

Monsieur le Préfet,

Madame le Procureur de la République

The block contains a handwritten signature in blue ink and a circular official stamp. The stamp features a map of France with a star and the text 'MAIRIE DE VALS-LES-BAINS (Ardèche)' around the perimeter.

Vals-les-Bains, le 22.12.2025